

Victoire des forces de droite et percée des Démocrates de Suède (SD) qui deviennent le deuxième parti du pays suite aux élections législatives.

Pour la première fois dans l'histoire du pays - mais comme cela est arrivé lors de précédents scrutins en Europe -, les Suédois n'ont pas pu savoir à l'issue du vote qui de la gauche ou de la droite a remporté les élections législatives du 11 septembre. L'écart séparant les deux bords de l'échiquier politique a été si faible que la Commission électorale suédoise n'a donné les résultats que le 14 septembre.

Selon les résultats définitifs, les forces de droite, qui rassemblent les Démocrates de Suède (SD) parti populiste de droite dirigé par Jimmie Akesson, le Parti des modérés (M) conduit par Ulf Kristersson, les Chrétiens-démocrates (KD) dirigés par Ebba Busch Thor et les Libéraux (L) emmenés par Johan Pehrson, recueilleraient ensemble 49,5% des suffrages et 176 sièges.

Les forces de gauche qui comprennent le Parti social-démocrate (SAP) de la Première ministre sortante Magdalena Andersson, le Parti de gauche (V) conduit par Nooshi Dadgostar, le Parti de l'environnement-Les Verts (MP) représenté par Per Bolund et Märta Stenevi et le Parti du centre (C) emmené par Annie Lööf, obtiendraient 48,88% des voix et 173 sièges.

La spécificité suédoise fait que pour être investi un Premier ministre ne doit pas nécessairement réunir une majorité absolue en sa faveur : il doit seulement ne pas être rejeté par une majorité absolue de députés (soit 175).

Les sociaux-démocrates (SAP) ont réalisé un résultat élevé et arrivent en tête avec 30,3% des suffrages et 7 élus supplémentaires. Les Démocrates de Suède (SD) arrivés seconds avec 20,5% gagnent 3 sièges. Les écologistes en gagnent 2. Le Parti du centre (C) est celui qui perd le plus d'élus (- 7), le Parti de gauche en perd 4 tout comme les Libéraux, les Chrétiens-démocrates 3 et le Parti des modérés 2.

La participation, toujours élevée en Suède, a été plus faible que lors des élections législatives du 9 septembre 2018 : elle s'est élevée à 80,62%, soit - 6,56 points qu'il y a quatre ans.

Résultats des élections législatives du 11 septembre 2022 en Suède

Participation : 80,62%

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (SAP)	1 892 402	30,3	107
Démocrates de Suède (SD)	1 280 086	20,5	73
Parti des modérés (M)	1 183 239	19,1	68
Parti du centre (C)	415 880	6,7	24
Parti de gauche (V)	412 636	6,7	24
Chrétiens-démocrates (KD)	332 542	5,3	19
Parti de l'environnement-Les Verts (MP)	312 890	5,1	18
Les Libéraux (L)	285 022	4,6	16
Autres	92 270	1,5	0

Source : <https://resultat.val.se/val2022/slutlig/RD/riike>

Les Démocrates de Suède ont réalisé une percée et deviennent le deuxième parti. Rappelons que le parti populiste de droite, qui recueillait 2,93% des suffrages aux élections législatives de 2006 et 5,7% à celles de 2010, était devenu lors du scrutin législatif du 9 septembre 2018, le troisième parti avec 17,53%. Il a dépassé 40% de suffrages dans plusieurs municipalités du sud du pays. « *Je pense que notre succès s'explique par le fait que les gens ne trouvent pas que les autres partis prennent leur situation au sérieux* » soulignait son dirigeant Jimmy Akesson en août dernier. SD avait choisi l'expression Pas comme les autres partis comme slogan pour sa campagne électorale.

En Suède, le poste de Premier ministre revient traditionnellement au dirigeant du principal parti de l'alliance victorieuse. Ulf Kristersson, chef du parti des modérés (M), sait que sa seule chance de gouverner réside dans une alliance avec les Démocrates de Suède (SD), mais il avait exclu durant la campagne que SD participe à un gouvernement dont il serait le Premier ministre, envisageant sans doute qu'il pourrait diriger le pays avec le soutien de SD au Parlement et non au gouvernement. Le résultat de SD change néanmoins la donne et il sera désormais difficile de refuser qu'ils participent au gouvernement tout en comptant sur leur soutien. Même si les Modérés composent un

gouvernement sans SD, Jimmie Akesson va peser sur la future coalition gouvernementale.

La rupture du cordon sanitaire entre les forces de droite modérée et les populistes a eu lieu le 20 janvier 2020 lorsque Ulf Kristersson s'est déclaré prêt à coopérer avec les Démocrates de Suède en raison de leur évolution, positive, selon lui, au cours des dernières années.

Selon une récente enquête d'opinion, les 2/3 des électeurs du Parti des modérés (64%) et les 4/5 des Chrétiens-démocrates (78%) sont favorables à l'entrée de SD au gouvernement.

En novembre 2021, les partis de droite ont présenté un budget commun avec les Démocrates de Suède, celui-ci a été adopté par le *Riksdag*, chambre unique du Parlement, le gouvernement de Magdalena Andersson, minoritaire, étant empêché de faire voter son propre projet.

En juin dernier, les Démocrates de Suède ont initié une motion de censure contre le ministre de l'Intérieur et de la Justice, Morgan Johansson (SAP), accusé de laxisme face au crime organisé, un fléau qui, ces dernières années, a pris de l'ampleur dans un pays peu habitué à de telles violences. SD a encore tenté de faire chuter le gouvernement à quelques semaines du scrutin du 11 septembre et de générer ainsi une

crise politique. Soutenu par l'ensemble des forces de droite, le parti a néanmoins échoué, à une voix près.

« *Nous n'avons jamais eu auparavant une campagne électorale suédoise où nous discutons de la loi et de l'ordre, de la lutte contre le crime autant que cette année* » a déclaré Henrik Ekengren Oscarsson, professeur de science politique de l'université de Göteborg. En effet, la campagne électorale a été dominée par l'insécurité, un thème que les Démocrates de Suède relie à celui de l'immigration. « *L'immigration massive nous a apporté une culture de gang nouvelle et brutale* » a déclaré Jimmy Akesson. « *Les sociaux-démocrates ont beau faire des efforts et aller sur le terrain de la droite, le fossé qui les sépare existe encore, ils seront toujours perçus selon comme plus permissifs ou plus généreux, en fonction de là où on se place* » a souligné Karl-Oskar Lindgren, politologue de l'université d'Uppsala.

« *L'inflation s'est envolée tout comme la criminalité et les fusillades, et ce sont des facteurs qui devraient bénéficier à l'opposition de droite* » a indiqué Patrik Öhberg, professeur de science politique de l'université de Göteborg.

Rappelons que depuis le début de l'année 2022, 44 personnes ont été tuées par arme à feu en Suède (46 pour toute l'année 2021), un record en Europe. Selon l'Institut de la société, de l'opinion et des médias

de l'université de Göteborg, cette criminalité constitue pour la première fois la préoccupation principale des Suédois (41%). « *Nous ne reconnaissons plus notre Suède* » avait affirmé la Première ministre sortante Magdalena Andersson il y a quelques semaines.

Par ailleurs, le taux d'inflation atteint 8% en Suède et les factures d'énergie ont été multipliées par deux, une préoccupation importante dans un pays où les hivers sont rigoureux. Enfin, l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe augmente l'inquiétude de la population. La Suède, neutre depuis deux siècles, vient d'ailleurs de demander son adhésion à l'OTAN.

La Première ministre suédoise sortante, Magdalena Andersson, a reconnu la victoire du bloc de droite qui a "une petite majorité, mais néanmoins une majorité", lors d'une [conférence de presse](#) le 14 septembre, et annoncé sa démission le 15 septembre. Elle dirige un [gouvernement intérimaire](#) jusqu'à la formation du prochain gouvernement.

La Suède succédera à la République tchèque à la présidence du Conseil de l'Union européenne le 1er janvier 2023.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.